

Christiane Taubira veut rompre avec la politique de répression et d'enfermement

La ministre de la Justice a pris ses distances avec la promesse de François Hollande d'augmenter les centres fermés pour mineurs.

Dans un entretien avec Libération paru ce mardi, Christiane Taubira revient sur la politique judiciaire du gouvernement Hollande. **La ministre a réaffirmé sa volonté de rompre avec la politique répressive du précédent gouvernement.** La ministre confirme plus généralement son intention de "*recréer une politique pénale qui, sur la base de la lutte contre la récidive, fait de la pédagogie autour de la sanction*". "*Il y a des années qu'on sait que la prison, sur les courtes peines, génère de la récidive, c'est presque mécanique. Il faut arrêter !*" dit-elle, estimant de surcroît que "le taux de remplissage des prisons n'est plus seulement inacceptable. Il est dangereux."

La garde des Sceaux a même pris ses distances avec une promesse de campagne de François Hollande sur les centres fermés pour mineurs. François Hollande avait en effet promis de doubler le nombre de CEF durant la campagne présidentielle. Mais la ministre veut "sortir du fantasme des centres éducatifs fermés". "Il faut arrêter de dire que c'est *la solution*", a-t-elle déclaré.

Elle a également répété que la surpopulation carcérale est "*inacceptable*" et que des consignes vont être données aux parquets pour freiner le recours aux peines planchers et les courtes peines de prison, susceptibles d'être remplacées par des peines alternatives telles que le placement sous bracelet électronique.